

Néanmoins, on peut et on doit reconnaître maintenant que l'analogie de "Thermidor" a servi à obscurcir plutôt qu'à éclairer la question. Le Thermidor de 1794 réalisa le déplacement du pouvoir de certains groupes de la Convention à d'autres groupes, de certaines couches du "peuple" victorieux à d'autres couches. Thermidor était-il la contre-révolution ? La réponse à cette question dépend de l'étendue que nous donnons dans le cas présent, à la notion de "contre-révolution". La révolution sociale de 1789-1793 avait un caractère bourgeois. Son essence pouvait se ramener au remplacement de la propriété féodale enchaînée par la "libre" propriété bourgeoise. La contre-révolution qui eût été le pendant de cette révolution aurait dû accomplir le rétablissement de la propriété féodale. Mais Thermidor n'a même pas tenté pareille chose. Robespierre voulait s'appuyer sur les artisans, le Directoire sur la bourgeoisie moyenne. Bonaparte se lia aux banques. Tous ces changements, qui eurent, bien entendu, une importance politique mais aussi sociale, s'accomplirent, pourtant, sur la base de la nouvelle société bourgeoise et du nouvel Etat bourgeois.

Thermidor fut, sur la base sociale de la Révolution, un acte de réaction. C'est le même sens qu'eut le 18 Brumaire de Bonaparte, nouvelle étape importante dans la voie de la réaction. Dans les deux cas il s'agissait, non du rétablissement des anciennes formes de propriété ni du pouvoir des anciennes couches dominantes, mais de la répartition des avantages du nouveau régime social entre les différentes fractions du "Tiers Etat" victorieux. La bourgeoisie prit toujours plus en mains la propriété et le pouvoir (directement et immédiatement ou par l'entremise de certains agents tels que Bonaparte), sans attenter nullement aux conquêtes sociales de la Révolution -- au contraire, en les affermissant, en les ordonnant, en les stabilisant soigneusement. Napoléon défendit la propriété bourgeoise, y compris la propriété paysanne, aussi bien contre la "plèbe" que contre les prétentions des propriétaires expropriés. L'Europe féodale haïssait Napoléon comme l'incarnation vivante de la Révolution, et à sa manière elle avait raison.

L'APPRECIATION MARXISTE DE L'URSS

L'URSS actuelle, sans aucun doute, ressemble fort peu au type de république soviétique que Lénine traçait en 1917 (absence de bureaucratie permanente et d'armée permanente, révocabilité de tous les élus à tout moment, contrôle actif des masses "sans égard à la personne", etc.). La domination de la bureaucratie sur le pays comme la domination de Staline sur la bureaucratie ont atteint une perfection presque absolue. Mais quelles conclusions en tirer ? L'un dira : puisque l'Etat réel, issu de la Révolution d'Octobre, ne répond pas aux normes idéales établies a priori, alors je lui tourne le dos. C'est du snobisme politique, coutumier aux milieux d'intellectuels petits-bourgeois, pacifico-démocrates, libertaires, anarcho-sindicalistes, en général ultra-gauches. Un autre dira : puisque cet Etat est issu de la Révolution d'Octobre, toute critique sur lui est sacrilège et contre-révolutionnaire. C'est la voix de la cagoterie, derrière laquelle se cache le plus souvent le simple intérêt matériel de certains groupes de la même petite-bourgeoisie ou de l'aristocratie ouvrière. Ces deux types -- du snob politique et du cagot politique -- se changent facilement l'un en l'autre, selon les circonstances personnelles. Laissons-les tous les deux.

Le marxiste dira : l'URSS actuelle ne répond manifestement pas aux normes établies a priori de l'Etat soviétique ; cherchons ce que nous n'avons pas prévu au moment où nous avons élaboré les normes programmatiques ; cherchons aussi quels facteurs sociaux ont déformé l'Etat ouvrier ; vérifions encore une fois si ces altérations se sont étendues aux fondements économiques de l'Etat, c'est-à-dire si les conquêtes sociales fondamentales de la Révolution prolétarienne sont conservées ; au cas où elles sont conservées, dans quel sens ont-elles changé ? y-a-t-il en URSS et sur l'arène mondiale des facteurs qui puissent favoriser et accélérer la prépondérance des tendances réactionnaires ? Une telle façon d'aborder la question est complexe. Elle ne donne pas la réponse toute faite et passe-partout qu'aiment tant les esprits paresseux. En revanche, non seulement elle sauve de deux plaies : le snobisme et la cagoterie, mais en outre elle ouvre la possibilité d'intervenir activement dans le sort de l'URSS.

Quand le groupe du "Centralisme Démocratique" déclarait en 1926 que l'Etat ouvrier était liquidé, il enterrait manifestement une Révolution encore vivante. En revanche, l'Opposition de gauche élaborait la plate-forme des réformes du régime soviétique. Pour s'élever et s'affermir en caste privilégiée, la bureaucratie stalinienne écrasa l'Opposition de gauche. Mais dans la lutte pour ses positions, la bureaucratie s'est trouvée contrainte de puiser dans la plate-forme de l'Opposition de gauche toutes les mesures qui lui donnèrent la possibilité de sauver les bases sociales de l'Etat soviétique. Leçon politique inappréciable ! Elle montre comment des conditions historiques déterminées : état arriéré de la paysannerie, lassitude du prolétariat, absence de soutien décisif en Occident, préparent, dans la Révolution, un "second chapitre", qui se caractérise par l'étouffement de l'avant-garde prolétarienne et l'écrasement des internationalistes révolutionnaires par une bureaucratie nationaliste et conservatrice. Mais ce même exemple montre comment une ligne politique juste permet à un groupement marxiste de féconder le développement, même lorsque les vainqueurs du "second chapitre" écrasent les révolutionnaires du "premier chapitre".